

9-12-1993

SAV

**LE FAIT DU JOUR**

Municipaux

# La grève pour six jours

**A**près de 87 %, les employés municipaux de Toulouse du syndicat Force ouvrière ont voté hier, à bulletin secret, la poursuite de la grève, pour six jours : jusqu'à jeudi inclus.

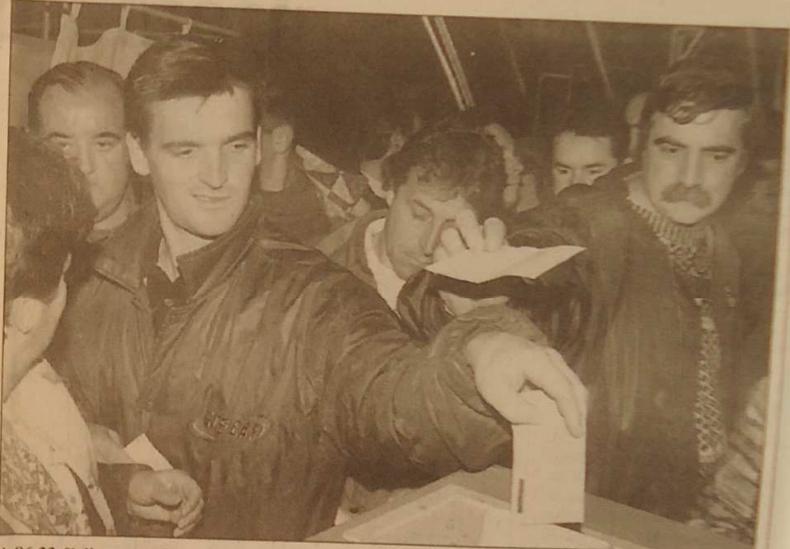
Sur l'air du « Chiffon rouge », la chanson de Michel Fugain qui semble être le nouvel hymne de FO dans toutes les manifestations auxquelles l'organisation départementale participe, le secrétaire général du Syndicat général Force ouvrière du personnel territorial de la ville de Toulouse et du personnel en détachement a ouvert l'assemblée générale extraordinaire.

A l'aube du troisième jour de la grève de la faim qu'il a entreprise mercredi « parce qu'il ne veut pas voir la sécu étatisée puis bradée aux assurances », Jean-Claude Jean-Dit-Cadet a galvanisé ses troupes : « je me battrais jusqu'au bout de mes forces pour l'ensemble des travailleurs ».

Et de préciser, pour que les municipaux « ne restent pas inertes, mais continuent », quelques rendez-vous d'importance : lundi 11 décembre, à 5 heures, un rassemblement des éboueurs chacun dans son dépôt ; à 8 h 30, à l'Union départementale FO, une réunion des délégués. Mardi, la manifestation unitaire, allées Jean-Jaurès. Mercredi, « des actions spectaculaires et ponctuelles ».

Et, « si la situation nationale restait inchangée », jeudi 14 décembre, à 9 heures, salle Jean-Mermoz, une nouvelle assemblée générale extraordinaire, « pour expliquer qu'il faut aller à la grève générale sur douze jours de plus ».

A propos du Téléthon, ce soir, Jean-Claude Jean-Dit-Cadet a « donné l'autorisation, et même, s'il le fallait, l'ordre qu'il soit assuré » ; invitant même les municipaux Force ouvrière « à participer massivement aux dons ».



A 86,33 % ils ont voté la grève jusqu'à jeudi inclus. (Photo « La Dépêche », Michel France)

## Les poubelles sont pleines



Pas de collecte des ordures ce matin non plus (Photo « La Dépêche »)

**L**a grève des éboueurs, entamée tout juste mardi a produit ses effets dans les rues de Toulouse où les tas d'ordures ont commencé à s'accumuler dans les « bedouettes ». A raison de plusieurs dizaines de tonnes de déchets en tous genres par jour, il

faut s'attendre, si les choses durent, à de sérieux problèmes, d'autant que nous sommes à la veille d'un week-end. A cela s'est ajouté, hier, la quantité de papiers que les manifestants ont déversé dans les rues. Les « Job », en particulier, ont depuis des semaines pour habitude,

dans le but de populariser leur lutte, de jeter force « cotillons » lors de leurs défilés. Et les services municipaux ont, jusqu'à aujourd'hui, « passé l'éponge ». C'est fini et le cœur de la ville avait hier soir encore un air de lendemain de carnaval.

Services publics

### Qu'est-ce qui marche aujourd'hui ?

**A**ujourd'hui encore, les services publics seront perturbés. **Avions** : La grève des contrôleurs aériens est maintenue jusqu'à midi. Ce qui entrainera à nouveau des retards importants tant à l'aller qu'au retour, y compris cet après-midi. Prenez un bon bouquin et armez-vous de patience.

**Banques** : Contrairement à ce que l'on pouvait craindre, malgré la grève, tous les distributeurs automatiques seront tous approvisionnés. C'est en tout cas ce qu'assurait hier l'Association française des banques.

**Bus-Semvat** : Se renseigner auprès d'Aliô Semvat au 61.41.70.70, dès 6 h.

**EDF-GDF** : La baisse de production a provoqué quelques coupures de courant dans certains endroits. Il faut espérer que le temps ne virera pas au froid glacial.

**Ordures ménagères** : Les municipaux FO de Toulouse ont reconduit hier la grève pour six jours supplémentaires. Les poubelles s'amoncellent, s'amoncellent. Et ce sera pareil dans de nombreuses communes.

**Postes** : Toujours pas de courrier à attendre partout où votre facteur était en grève ces jours derniers. Les centres de tri restent bloqués, de toute façon. Mais du courrier passe par des centres parallèles.

**Trains** : La situation est toujours bloquée. Se replier sur les bus de substitution de la gare routière de Toulouse (tél.61.61.67.67). Un autre numéro utile à la SNCF : le 16.1.47.87.02.02.

## Mobilisation toujours forte

Les personnels de l'hôpital Rangueil, réunis, hier, en assemblée générale (300 personnes), à l'appel de la CGT et FO ont réaffirmé leur opposition au plan Juppé.

Les décisions suivantes ont été prises : Reconduction de la grève une heure par jour et une, quatre ou huit heures les jours de manifestation ; Lundi, rendez-vous dans le hall d'entrée, à 14 h 30, pour une forte participation à l'inauguration des festivités du vingtième anniversaire de Rangueil organisées par la direction ; Mardi, participation à la manif interprofessionnelle ; Mercredi, assemblée générale-Préfecture. — L'intersyndicale CGT-CFDT-FO et le personnel non syndiqué ont voté à une large majorité la reconduction de la grève pour le retrait du plan Juppé.

Le SNUDI-FO appelle les enseignants du premier degré à généraliser la grève. Le SNUDI-FO salue les assemblées du Mirail et du secteur de Muret, réuni à quatre cents et cinquante-cinq instituteurs qui ont décidé la grève pour le retrait du plan Juppé.

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. — Les syndicats CFDT, CGT et FO rappellent que plus de 53 % des agents ont fait grève les 5 et 7 décembre. En assemblée générale, plusieurs propositions de réforme de la protection sociale, alternatives au plan gouvernemental ont été avancées (remboursement des dettes patronales, réduction du temps de travail, suppression des exonérations de charges sociales, taxation des revenus financiers...). L'action est reconduite.

La caisse d'allocations familiales est fermée, en grève reconductible votée chaque jour en assemblée générale depuis le 5 décembre pour le retrait du plan Juppé, à l'appel des deux organisations syndicales CGT et FO.

Mairie de Toulouse. — Le comité de grève qui appelle les personnels et le public, ce week-end, à soutenir les piquets de grève de l'atelier du Kaisin en allant leur rendre visite, 20, rue Colignon, rappelle que les délégués des différents services, réunis en comité de grève après la manifestation de ce jeudi, ont réaffirmé leur volonté de rester mobilisés jusqu'au retrait du plan Juppé. Pour cela, ils appellent les salariés à rejoindre et à continuer la grève.

Le SNESup reconduit la grève enseignants et IATOS jusqu'à mercredi. Il demande que soit prise en compte la notion de partage du travail et de richesses dans les négociations sur les retraites et la Sécurité sociale. Une réunion aura lieu lundi, à 10 heures, salle A 15 (sous-sol amphithéâtre).

Le personnel de l'inspection académique en action a formalisé les revendications suivantes : le retrait total du plan Juppé ; la défense et le renforcement d'un service de qualité de la protection sociale, du système des pensions civiles. De l'emploi et de son corollaire, la lutte contre la précarité en extension constante dans notre administration (auxiliaires, contractuels, CES). Enfin, la défense des salaires gelés pour l'année 1996 et l'ouverture d'une négociation sur l'ensemble de ces revendications est indispensable et doit inclure la question du paiement des journées de grève.

Il convient aussi de ne pas oublier l'avenir de la fonction publique et de refuser que les services publics soient gérés selon les critères exclusifs de rentabilité en vigueur dans le secteur privé.



Dans les CAF, le plan Juppé c'est : Pour les allocataires, les prestations sont impossibles ; la réduction des droits ; la disparition de certaines prestations ; la diminution du nombre d'allocataires. Pour le personnel des CAF : c'est le licenciement ; la suppression de vingt-deux organismes, déjà programmée.

Lundi à 8 heures, l'assemblée générale décidera de la poursuite du mouvement.

Conseil général. — Personnels syndiqués et non syndiqués ont décidé, hier, au cours de l'assemblée générale quotidienne réunie, de reconduire la grève jusqu'à lundi inclus. Mais chaque jour des grévistes de la direction de la solidarité départementale se rendent dans leurs centres médico-sociaux afin d'assurer l'aide aux personnes les plus en difficultés.

Employés municipaux Force ouvrière. — Une assemblée générale extraordinaire, réunie hier, a décidé de reconduire le mouvement en organisant une grève générale jusqu'au jeudi 14 décembre inclus.

Les employés municipaux de Toulouse du service des pompes funèbres « sont solidaires aux côtés de leurs collègues en grève et n'assurent actuellement leur mission que dans le souci du respect des familles dans la peine ».

Sécurité sociale. — L'assemblée générale intercaisses CPAM FO et CGT, CAF FO et CGT et la CRAM FO s'est tenue le 7 décembre, après la manifestation interprofessionnelle. Elle appelle à amplifier le mouvement de grève de vingt-quatre heures reconductible dans les caisses de sécurité sociale. Prochaine assemblée générale intercaisses mardi 12 décembre, à 15 heures, au restaurant d'entreprise de la CPAM de Toulouse.

A l'université de Toulouse-Le Mirail, le conseil d'administration souhaite que les conditions soient réunies pour la plus large participation de tous au débat concernant l'université. Il invite les enseignants, personnels IATOS et étudiants à se retrouver dès lundi 11 décembre, à 8 h 30, sur les lieux habituels de travail et de vie, ce qui implique la totale liberté de circulation dans tout le campus universitaire.

Pour chaque UFR ou composantes de l'université, trois démarches conjointes peuvent être envisagées : redéfinir dans chaque UFR et dans chaque composante avec la participation de tous et notamment des délégués de la coordination étudiante, les projets pédagogiques, les moyens de les évaluer ainsi que la maîtrise de leur coût. Organiser des coordinations structurées pour l'harmonisation des projets et la prise en compte de la situation nationale. Etudier la reprise éventuelle des enseignements. Un conseil d'administration se tiendra le mardi 19 décembre pour faire le point et fixer les modalités d'organisation de l'année pédagogique.

Le SNES-FSU appelle à reconduire la grève partout où la décision est prise majoritairement dans les établissements. Et à tenir dès lundi des assemblées générales sur l'heure d'information syndicales pour préparer la grève et la manifestation du lendemain, à 10 heures, place Wilson à Toulouse.

Le syndicat autonome de l'UTM appelle à poursuivre la réflexion à partir des mesures annoncées par Bayrou afin d'obtenir par la négociation l'intégration des personnels à statut précaire (IATOS et enseignants) ; la garantie du recrutement de MCP en quantité suffisante pour répondre aux aspirations des ATER et à l'augmentation du nombre des PRAG docteurs ; la création de postes de professeurs des universités ; l'élaboration d'un statut de l'étudiant ; l'élaboration d'un statut de l'enseignant-chercheur en formation, etc.



# Poste : des centres de tri parallèles 9.12.93

Tandis que la direction de la Poste se réjouit d'un « fort mouvement de reprise du travail » avec « certains établissements ne comptabilisant ce vendredi aucun arrêt de travail, les syndicats restent fortement mobilisés.

Avant découvert hier dans le nord de Toulouse, sur la commune d'Ascacville, un centre de tri parallèle, des postes l'ont occupé : la direction déclare, elle, qu'elle « maintient les dispositifs mis en place pour acheminer et distribuer le courrier ».

**Commentaire du syndicat CFTD :** L'UP 31, la CCI de Toulouse, la CGPME 31 et chambre de métiers 31 sont copartemaires. La CFTD PTT 31 estime inadmissible ces pratiques, tant d'abord pour le fait que le courrier ainsi traité, n'est pas en sécurité, mais revendique qu'il soit réintroduit dans les centres de tri immédiatement ensuite, parce que la direction départementale exerce des pressions sur ses cadres pour les obliger à trier ce courrier dans les centres de tri illégaux ; enfin car pour régler le problème il nous semble plus important que notre direction dépense de l'énergie pour que les revendications des grévistes soient prises en compte (notamment sur les retraites et la défense du statut des fonctionnaires).

Nous agissons dès maintenant pour que les centres de tri parallèles (RN 20, derrière le magasin But par exemple) cessent leur activité et que le courrier qui s'y trouve soit rapatrié aux centres de tri.

**Le syndicat CGT :** Exige de la direction départementale les arrêtés de toutes activités supplétives ou parallèles ; rapatriement de tout le trafic dans les centres de tri ou les structures postales existantes (bureaux de postes) pour en assurer la sécurité et la protection ; gel des retenues de grèves jusqu'au règlement du conflit ; ouverture de négociation sur les revendications locales des services.

**Le syndicat Sud :** s'insurge contre les pratiques de la direction, concernant la diminution du nombre des grévistes, « il s'agit de garder des forces pour lundi et surtout pour mardi 12 décembre, où une nouvelle manifestation unitaire aura lieu à Toulouse.

Les sections syndicales CFTD, FO, Sud, du centre de tri de Toulouse-Lardenne se rejoignent et rencontrent : « quotidiennement et massivement des élus et marqués de sympathie, de solidarité, de compréhension des usagers ; ils nous vont droit au cœur et nous les en remercions grandement. D'autre part, nous les informons qu'après accord avec

notre direction, celle-ci s'est engagée avec l'aide du personnel non gréviste à effectuer le relevage des plus grosses boîtes aux lettres de la Poste de Toulouse et à les acheminer au centre de tri par mesure de protection évidente.

Par contre, nous dénonçons les activités parallèles de notre direction départementale qui n'assure aucune condition minimale de sécurité du courrier des usagers tant au niveau du tri que de l'acheminement.

En outre, tout le personnel en grève générale au centre de tri sera solidaire du Téléthon et prendra toutes ses responsabilités afin de permettre le bon déroulement de cette opération humanitaire.



Dans un centre de tri supplétif, courrier et sacs postaux. (Photo - La Dépêche du Midi - Mézières-Cognet.)

## Paquets-cadeaux et mandats sociaux

D'un côté, M. Francis Castel, directeur départemental de La Poste, a indiqué que ce « supplétif » du centre de tri paquets de Lalande, traitait pour 80 % des paquets, et en cette période « beaucoup de paquets-cadeaux ». (Le reste étant constitué de catalogues et plus publicitaires).

Ce local, précise-t-il appartient à la société « Routage Toulouse » avec laquelle La

Poste travaille tout au long de l'année. Le tri est effectué par les personnels de Routage Toulouse, encadrés par la direction du centre de tri de La Poste. C'est, « la continuité du service public », au moment où « l'on compte 22 % de postiers grévistes ».

M. Castel a « regretté que les grévistes aient ouvert des sacs ». Et annoncé que ces entrepôts seraient dès le soir mé-

me surveillés par une société de gardiennage. Le patron a par ailleurs confirmé que La Poste acheminait le courrier des entreprises recueilli par la CCI (lire par ailleurs), et que cela se faisait « de façon transparente ».

En fin, ces deux derniers jours, La Poste a traité « en priorité » quelques 3 000 mandats sociaux (allocations CAF et Assedic) pour un montant de 4 MF.

## Les Taxis bleus roulent pour les entreprises

Les Taxis bleus, « conscients des graves difficultés causées aux entreprises par les perturbations du courrier », ont décidé de se mettre solidairement et gratuitement à la disposition de ces entreprises pour acheminer leur courrier vers les sites de dépôt provisoires installés en divers endroits de l'agglomération toulousaine.

« Nous connaissons les problèmes que rencontrent les sociétés fragilisées à cause des grèves », précise M. Abeilhou, président des Taxis bleus. « Nous voulons leur donner un coup de main. Pour ce faire, nous mettrons à leur disposition tous les jours, de 10 heures à 11 heures (sauf samedi et dimanche), gratuitement, un ramassage de courrier urgent. Nous couvrirons

les zones de Basses-Cambo, Thibaud, canal et Montaudran, La Plaine, Fondreire et la zone aéro-postale. Ceci dans la limite des cinq véhicules placés gratuitement au service de cette opération. Cet acheminement est placé sous la responsabilité unique des entreprises qui solliciteront ce service d'entraide. »

Taxis bleus : tél. 61.80.36.36, ou 61.80.37.37.



Gilles Durengues et Stéphane Abeilhou. (Photo - La Dépêche du Midi.)

venue d'une vaste négociation sociale incluant :

- La protection sociale ;
- les retraites ;
- L'arrêt de la pénalisation de l'emploi ;

La réduction du temps de travail, et appelle les syndicats à la manifestation du mardi 12 décembre.

**Confédération nationale du logement.** - Le gouvernement Juppé reste sourd aux revendications qui expriment par le mouvement social aujourd'hui. Il se refuse à négocier sérieusement sur la remise en cause d'orientations répétées.

La CNL soutient l'action en cours des organisations syndicales et des salariés du secteur public et du secteur privé.

Elle appelle ses organisations, ses adhérents, les usagers, du logement à participer à la journée de manifestation du mardi 12 décembre dans tout le pays pour :

- Le retrait du plan Juppé ;
- L'ouverture de réelles négociations ;

Conforter et élargir les services publics ;

Assurer le droit au logement pour tous. Elle demande à toutes ses organisations, tous ses militants, siégeant dans les conseils d'administration d'organismes HLM, d'intervenir pour que des moratoires ou des délais de paiement de loyers soient accordés aux salariés grévistes et qu'aucune sanction ne soit prise à leur égard.

Les personnels de l'hôpital Rangueil, réunis en assemblée générale à l'appel des syndicats Force ouvrière et CGT, ont décidé de participer à la manifestation interprofessionnelle.

Les syndicats CGT, CFTD et FO d'EDF-GDF appellent les personnels à manifester massivement.

